

## **SAFEMED III**

### **Séminaire consacré à l'Annexe VI de MARPOL**

**Lisbonne, les 29 et 30 avril 2014**

#### **Compte-rendu résumé**

Le séminaire SAFEMED III consacré à l'Annexe VI de la Convention MARPOL s'est déroulé les 29 et 30 avril 2014 au siège de l'Agence européenne pour la Sécurité maritime (AESM) à Lisbonne. Les représentants de sept pays bénéficiaires de SAFEMED III y ont pris part, à savoir l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, la Lybie, le Maroc et la Tunisie.

Ce séminaire a souligné l'importance qu'il y a à protéger la qualité de l'air en illustrant l'impact de la pollution de l'atmosphère sur la santé humaine et l'acidification/eutrophisation des océans ainsi que son effet global sur le changement climatique. Les émissions en provenance des navires ont des conséquences évidentes sur la qualité de l'air dans les régions avoisinantes et ceci se révèle particulièrement important dans les mers semi-fermées telles que la Baltique et la Méditerranée. Les émissions issues des navires peuvent se déplacer sur des distances considérables, affectant la qualité de l'air des arrière-pays, très éloignés des régions côtières. On s'attend à ce que les émissions de GES et autres substances ayant pour source le transport maritime (telles que SO<sub>x</sub> et NO<sub>x</sub>) dépassent dans un avenir proche le total des émissions enregistrées à terre, celles-ci étant déjà sujettes à des contrôles périodiques.

Après un tour de table d'introduction, Mme Anastasiya Kozubovskaya-Pellé, chargée de projet pour SAFEMED III, a livré une présentation générale du projet SAFEMED III, centrant son intervention sur les réalisations, et les actions à venir, liées à la protection de l'environnement marin.

Les participants ont, en particulier, été informés qu'un certain nombre d'exercices anti-pollution menés par l'AESM sont programmés dans le cadre du projet SAFEMED III et que la réalisation d'un Inventaire des politiques de lutttes anti-pollution marine et des ressources disponibles dans les pays bénéficiaires de SAFEMED III progresse.

M. Brian Elliott, chargé de projet senior et MM. Carlos Pereira et Roel Hoenders, chargés de projet pour la protection de l'environnement, ont offert des présentations touchant l'Annexe VI de MARPOL et la législation européenne y afférente, ainsi que les actions déjà entreprises. Ces intervenants ont également abordé des sujets tels que les mesures de mise en conformité alternatives (LSFO, LNG et systèmes d'épuration des gaz d'échappement), l'efficacité énergétique (EEDI/SEEMP) et son suivi, le reporting et la vérification (MRV) ainsi que les questions de respect et de non-respect de la législation. Ils ont également fourni une vue d'ensemble de la technologie du navire prenant en compte les SOx, NOx et CO2.

Durant ce séminaire, les intervenants ont rappelé les obligations des parties en ce qui touche, dans l'Annexe VI de MARPOL, à la pollution de l'air et en particulier comment promouvoir la disponibilité d'un combustible marin conforme, comment assurer la présence de dispositifs de réception des rejets adéquats ; comment délivrer les certificats appropriés ; comment s'assurer que le contrôle par l'Etat du port répond aux exigences opérationnelles.

Un aperçu du cadre législatif européen a ensuite été fourni, un point plus précis étant fait sur la Directive Soufre 2012/33/EU modifiée (modifiant la Directive 1999/32/EC), directive qui aligne la législation européenne sur les derniers amendements de l'Annexe VI de MARPOL. Elle contient cependant des exigences complémentaires qui n'existent pas dans la législation de l'OMI. Au cours de la discussion qui a suivi, il a été souligné que les navires non-communautaires, faisant escale dans un port de l'Union européenne, doivent satisfaire à ces exigences complémentaires de l'UE.

M. John Bradshaw, du Lloyd's Register EMEA, a apporté une vision détaillée sur les questions d'inspection et de certification. M. Meindert Vink, de l'Inspectorat néerlandais du Transport maritime, a partagé son expérience sur le problème de la qualité et de la vérification des combustibles marins (échantillonnage et analyse).

Les représentants du Maroc et de la Tunisie (deux pays bénéficiaires de SAFEMED III qui ont déjà ratifié l'Annexe VI de MARPOL) ont fait part de leur expérience en ce qui concerne la mise en œuvre de l'annexe et les difficultés qu'ils ont rencontrées, prenant en compte le profil de leurs flottes (types de navires) et leurs caractéristiques opérationnelles/commerciales. Les représentants de l'Egypte, d'Israël, de Jordanie, du Liban et de la Lybie ont ensuite expliqué où en est leur pays dans la procédure de ratification en ce qui concerne l'Annexe VI de MARPOL.

Au cours de la discussion qui a suivi, il a été précisé que, pour qualifier la Méditerranée de Zone de Contrôle des Emissions (ECA), les Etats côtiers méditerranéens doivent soumettre une proposition conjointe auprès de l'OMI, spécifiant la date à laquelle ils aimeraient voir leur demande entrer en vigueur. Les

pays souhaitant soumettre une telle proposition à l'OMI devront d'abord ratifier l'Annexe VI. Pour servir d'exemple, les ECA en vigueur dans la Baltique et dans la mer du Nord ont été conçus suite à une demande conjointe des Etats riverains.

Une demande d'ECA dans les eaux territoriales d'un Etat côtier peut être soumise, même si le pays en question n'a pas ratifié l'Annexe VI de MARPOL.

Quelques participants ont exprimé leur inquiétude quant au besoin de mettre à jour la base de données du Med MoU en ce qui concerne les exigences de l'Annexe VI de MARPOL. A cet égard, ils ont été informés du fait qu'une mise à jour des procédures du Med MoU est déjà en cours dans le cadre du projet SAFEMED III.

Les participants ont également assuré la nécessité de former les inspecteurs en vue d'une application efficace de l'Annexe VI de MARPOL.

A la lumière de la discussion approfondie qui a suivi les présentations et l'échange d'expériences, eu égard à la ratification et à la mise en œuvre de l'Annexe VI de MARPOL, des difficultés rencontrées et des inquiétudes exprimées par les participants, les pays bénéficiaires de SAFEMED III ont été invités à procéder de la façon la plus rapide à la ratification de l'Annexe VI de MARPOL et, pour ceux qui l'ont déjà ratifiée, à l'amélioration de sa mise en œuvre.